

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 17.10.2023

# NE CHASSEZ PAS LES ENTREPRISES D'ÎLE-DE-FRANCE À COUP DE FISCALITÉ SUR LES TRANSPORTS !

**Le Collectif d'employeurs et d'entrepreneurs d'Île-de-France lance une pétition contre l'augmentation du versement mobilité prévue par le protocole d'accord Etat-IDFM sur le financement des transports en Île-de-France.**

La présidente de la Région Île-de-France Valérie Pécresse et le ministre des Transports Clément Beaune ont signé le 26 septembre dernier un protocole d'accord pour financer les transports en commun franciliens jusqu'en 2031. Le pacte prévoit entre autres de soumettre au vote de l'Assemblée nationale le déplafonnement du « versement mobilité » sur les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne. **Le taux de versement mobilité actuel de 2,95 % passerait à 3,2 % dès janvier 2024, pour les entreprises de plus de 11 salariés. Soit une ponction additionnelle de 380 millions d'euros.**



En réponse à cette annonce faite sans concertation avec les entreprises, un Collectif d'employeurs et d'entrepreneurs d'Île-de-France s'est constitué autour d'une pétition à destination des autorités publiques décisionnaires :

**« Ne chassez pas les entreprises d'Île-de-France à coup de fiscalité sur les transports ! ».**

Hébergée sur le site MesOpinions, **la pétition compte à ce jour plus de 4000 signatures d'employeurs et entrepreneurs franciliens.**

Avec, d'une part, le versement mobilité calculé sur la masse salariale et, d'autre part, le remboursement de la moitié du passe Navigo aux salariés, les entreprises sont déjà soumises à la double peine en matière de financement des transports ; elles contribuent pour presque 50% aux 10 milliards d'euros du budget d'Île-de-France Mobilités.

Rappelons que la trajectoire du versement mobilité, identifiée dans le rapport de la mission IGF/IGEDD sur les perspectives financières d>IDFM, fait état d'un dynamisme inégalé : à horizon 2035 le rendement du versement mobilité acquitté par les employeurs franciliens de 11 personnes et plus, s'élèverait à 7,9 milliards d'euros et cela sans changer les taux.

**Le collectif d'employeurs et d'entrepreneurs d'Île-de-France** lancé à l'initiative du MEDEF Île-de-France réunit à ce jour une quarantaine de fédérations professionnelles et organisations d'entrepreneurs. Le collectif représente la quasi-totalité des secteurs de l'économie francilienne, mais aussi l'ensemble des entreprises dans leur diversité juridique et leur taille.

 **[LinkedIn du collectif](#)**

Fédérations professionnelles : Chambre syndicale de la haute-couture, Chambre FNAIM Grand Paris, FBF, fédération bancaire française, FCD, fédération du commerce et de la distribution, FDMC, fédération des distributeurs de matériaux de construction Grand Paris Ile-de-France FEDEREC, fédératifon des entreprises du recyclage, FEP, fédération des entreprises de propreté et services associés Ile-de-France Fédération Syntec, FFB Grand Paris, fédération française du bâtiment, FFB Ile-de-France, fédération française du bâtiment, FFIMV, fédération des industries du vêtement masculin FFSE, fédération française du sport en entreprise, FHP, fédération de l'hospitalisation privée, FPI, fédération des promoteurs immobiliers Ile-de-France France Assureurs, FRTP, fédération régionale des travaux publics, France Chimie Ile-de-France  
GATMARIF, groupement des activités de transports et manutention de la région Ile-de-France GHR, groupement national des indépendants de l'hôtellerie-restauration Paris Ile-de-France GIM, groupement des industries métallurgiques, GNC, groupement national des chaînes hôtelières Ile-de-France, Les acteurs de la compétence, MAIAGE, fédération de la ;maintenance industrielle, de l'assainissement et de la gestion environnementale, Mobilians, les entreprises de la mobilité, OTRE, organisation des transporteurs routiers européens Ile-de-France, Polyvia, union des transformateurs polymères Ile-de-France, Prism'emploi Ile-de-France, SIMV, syndicat de l'industrie du médicament et réactif vétérinaires, SNPE, syndicat national de la publicité extérieure, UMIH, union de métiers et de industries de l'hôtellerie Ile-de-France, UNETP, union nationale de l'enseignement privé, UNICEM, union régionale des industries de carrière et matériaux de construction Ile-de-France UNIS, union des syndicats de l'immobilier.  
Mouvements d'entrepreneurs : Medef 75, Medef 77, Medef 78, Medef 91, Medef 92, Medef 93+94, Medef 95, Medef Ile-de-France, Mouvement des entreprises du Val d'Oise (Mevo)